

Se libérer de l'occupation financière

Exiger un Nouveau Bretton Woods



Citations :

“ Chacun reconnaît aujourd’hui que l’Etat est responsable de l’évolution économique, qu’il lui appartient de lutter contre les crises et le sous-emploi, d’orienter, de stimuler et de coordonner les efforts en vue de l’expansion et du progrès communs. Personne ne peut plus défendre sincèrement le libéralisme du dernier siècle, personne ne croit plus à la valeur de la vieille formule : ‘Laissez faire, laissez passer.’ ”

Pierre Mendès-France, *La République moderne* (chapitre 6)

“ Wall Street me hait et je me réjouis de cette haine. ”

Franklin Delano Roosevelt

“ La politique de la France ne se fait pas à la corbeille. ”

Charles de Gaulle

“ Un certain capitalisme financiarisé, mondialisé et dérégulé marque la fin de la démocratie telle que nous l’avons vécue depuis un siècle... Le pouvoir disciplinaire des marchés financiers lamine la souveraineté des peuples et des Etats ; or la ‘souveraineté’ n’est que l’autre nom de la liberté et de la démocratie. ”

Sortir de l'économie casino et arrêter la dégradation de notre vie publique sont les deux premières conditions nécessaires à la refondation de nos repères. C'est un pari sur l'avenir pour retrouver l'estime de nous-mêmes et nous réapproprier notre pays.

Nous sommes en effet en état d'urgence financier car toutes les plus grandes banques du monde, y compris les nôtres, seraient en faillite si elles n'étaient pas soutenues par l'émission d'argent électronique des banques centrales. Et ce système ne survit qu'en détournant les flux financiers de l'économie réelle vers un vaste Monopoly de capital fictif, c'est-à-dire un capital qui ne correspond pas à la création de biens physiques ou à l'amélioration des conditions de vie des êtres humains.

Ce système de faux monnayeurs, arrivé à son point de rupture, bafoue les règles de la démocratie tout en prétendant exercer la « responsabilité de la protéger ». C'est pourquoi il faut mettre fin à cette hypocrisie criminelle.

Face à ce caractère systémique de la crise financière et monétaire internationale, il faut prendre de toute urgence un certain nombre d'engagements fondamentaux pour créer les conditions qui permettent d'échapper à un effondrement généralisé et organiser la réelle reprise d'une économie productive.

Mon projet est de faire de la France l'un des moteurs de cette refondation, qui **doit reposer sur trois piliers** :

1. assainissement par la séparation bancaire ;
2. décollage par le crédit productif public émis par une banque nationale ;
3. planification participative porteuse de grands projets et Nouveau Bretton Woods pour mettre en œuvre un ordre monétaire international fondé sur le développement mutuel et éviter un désordre géopolitique suicidaire.

Il est évident que la France ne peut mettre en œuvre cette politique à elle seule. Tout repli national est en soi impossible. C'est donc à une autre dimension de la nation que je m'efforcerai de la porter. Cette dimension, que le général de Gaulle désignait comme le service de la « cause de l'humanité », s'accorde à la mission universelle qui a toujours caractérisé notre République.

Le terrain financier se trouvant alors déminé et le principe de crédit public adopté, je m'efforcerai, à l'échelle européenne et internationale, dans la perspective d'« une ceinture, une route » tracée par la Chine, d'organiser une initiative coordonnée de grands travaux, afin d'équiper l'homme et la nature en vue d'un développement mutuel entre les peuples.

Quatre impératifs en découleront :

- **Mettre en place, à cette échelle européenne et internationale, des mécanismes publics coordonnés de financement à long terme et faible taux d'intérêt,** en vue de l'exécution de ces grands travaux, impliquant l'abandon du système monétariste aujourd'hui en vigueur. A l'échelle de chaque pays, les Trésors publics pourront ainsi utiliser, pour les projets d'équipement à moyen et long terme dans les cadres nationaux, européens et internationaux, des avances ou crédits de leur banque nationale ou de leurs pôles financiers publics respectifs à des taux préférentiels, en coordonnant les efforts entre partenaires selon les besoins.
- **Annuler la dette des Etats pour sa part illégitime, étrangère à toute création de valeur économique réelle.**

Pour la part légitime, engagée au service de l'économie réelle, examiner les possibilités de rééchelonnement pour les pays en ayant le plus besoin, au regard et en fonction des bénéfices apportés par les projets à venir financés par du crédit public. Concrètement, **dans le cas de la Grèce**, où près de 90 % des plans d'aide et de crédit qui lui ont été théoriquement accordés ont en réalité servi à renflouer les établissements financiers (banques, compagnies d'assurance, etc.), **il est évident qu'une annulation partielle de sa dette et un moratoire pour une autre part s'imposent**. Ouvrir la possibilité d'équiper et de produire, en délaçant le corset de la dette illégitime, est la seule voie pour accéder au remboursement de la part légitime de la dette, tout en évitant à la fois une déflation prédatrice et une inflation destructrice.

■ ANNULER LA DETTE DES ETATS POUR SA PART ILLÉGITIME.

- **Je militerai donc pour que se tienne une grande conférence internationale en vue de refonder un ordre de développement mutuel entre les nations et les peuples, basé sur ces principes. Le préalable à cette conférence, que j'appelle un « Nouveau Bretton Woods », doit être un nouveau « jubilé » d'annulation des dettes illégitimes, déterminées en commun, et son principe ultime, de donner à l'humanité des objectifs communs.**

Parmi ceux-ci, je défendrai une politique **d'exploration spatiale, une politique d'aménagement et de mise en valeur des océans et un plan de développement de l'Afrique pour l'accompagner dans sa perspective de devenir la Chine du XXI^e siècle, en mieux**. Dans ce contexte, les soldes des échanges entre pays devront être réglés sur la base d'une valeur de référence à un prix convenu entre Etats, pour échapper aux spéculations sur les monnaies. Cette référence doit être commune, que ce soit l'or ou un panier de produits correspondant aux dépenses indispensables à chacun, dites aujourd'hui « contraintes » (alimentation, habillement, logement, celles que le prophète Isaïe évoquait déjà comme les biens que les créanciers n'ont pas le droit de saisir...).

- **Utopie ? Non**, porte de sortie par le haut d'un désordre mondial qui nous mène au désastre et au chaos. **Au niveau européen et mondial, la nouvelle Route de la soie chinoise, les projets des BRICS, les grands projets Nord-Sud et Est-Ouest, et au niveau national, notre Plan de développement** : ces deux ambitions à long terme sont naturellement complémentaires en se fondant toutes deux sur l'essor des pouvoirs créateurs de l'être humain et en rejetant le profit à court terme, le pillage financier et l'économie casino.

Initiatives complémentaires : en finir avec les paradis fiscaux, transformer la dette d'Etat en investissement

J'ajouterai deux initiatives qui sont essentielles pour accompagner mon projet et faire rapidement la preuve de notre volonté de « *prendre le taureau par les cornes* » :

- **Proposer aux Nations unies et au G20 que soit déniée toute existence juridique aux coquilles off-shore ouvertes dans les paradis fiscaux, en particulier celles placées sous la protection de Sa Très Gracieuse Majesté la reine d'Angleterre**. Il s'agit de mettre fin à une pratique de camouflage couvrant le blanchiment d'argent et la fraude fiscale. Privées d'existence juridique, ces sociétés sans réelle activité économique ne pourraient plus ouvrir de comptes bancaires dans les banques « officielles », qui devraient donc les radier de leurs livres. Que nos propres banques soient fortement impliquées dans les paradis fiscaux ne doit pas nous arrêter.
- **Chez nous, nous disposons de l'instrument d'intervention qu'est la Banque publique d'investissement (BPI). Je propose d'en tripler progressivement les moyens et, notamment, de convertir 50 milliards de notre dette publique détenue par les banques françaises en augmentation de son capital.**

La BPI se trouverait alors dotée d'une véritable force de frappe lui permettant de stimuler la création et le développement de nos entreprises, force qui pourrait être multipliée par des prêts complémentaires accordés par les banques.

L'Etat garderait le contrôle de la BPI, arme du Plan, par un montage juridique (golden share ou autre). Les moyens ainsi dégagés pour obtenir une relance durable de la croissance pourraient être rapidement suivis par d'autres pays. **Dans ce contexte, les commissaires au redressement productif d'Arnaud Montebourg exerceraient un rôle d'animation**, pourvu qu'ils ne se cantonnent pas à simplement sauver l'outil de production existant et qu'ils soient choisis dans le monde de l'entreprise plutôt que dans celui des administrations.

Les deux initiatives complémentaires auraient un effet « boule de neige » et permettraient de relancer la discussion sur le fond avec d'autres pays.

FRANÇAISES EN AUGMENTATION DE SON CAPITAL

La France n'est pas condamnée à subir. Avec ses responsabilités, sa tradition et l'autorité de ses responsables dans les institutions économiques internationales, je lui ferai jouer un rôle d'inspirateur, de catalyseur et de médiateur de cette politique, en prenant immédiatement l'attache avec les responsables d'autres pays. **Cette démarche est la seule susceptible d'évincer les grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie** et de rétablir les valeurs de la Déclaration de Philadelphie du 10 mai 1940, fixant les buts et les objectifs de l'Organisation mondiale du travail, et du programme de notre Conseil national de la Résistance du 15 mars 1944.

Je n'admettrai jamais ce que François Mitterrand disait à sa femme Danielle, telle qu'elle le rapporte dans son Livre de ma mémoire :

“ *Je n'ai pas le pouvoir, la France comme le reste du monde est assujettie à une dictature financière qui gère tout* ”

Cette dictature est aujourd'hui comme un mort vivant, car elle s'est détruite elle-même. La question est de savoir si elle nous entraînera dans sa chute. Ma réponse est qu'il ne faut pas attendre d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer. **Je suis convaincu que dans ce moment où les circonstances de l'histoire s'y prêtent, impossible n'est pas français lorsqu'il s'agit de faire revenir les « jours heureux ».**
